

Y a-t-il trop de fonctionnaires ?

LE MAMMOUTH BIEN CAMPE DANS LA CAMPAGNE

Comme à chaque élection présidentielle, la question du nombre de fonctionnaires en France est au cœur des programmes.

PAR DANIEL ROSENWEG

ILS SONT DEVENUS un produit d'appel électoral. Victimes collatérales d'une dette publique historique (2 147 Mds€ fin 2016), les fonctionnaires sont au cœur des programmes des candidats. Certains proposent de les supprimer par centaines de milliers au nom de l'équilibre budgétaire. D'autres proposent au contraire une augmentation de leurs effectifs pour améliorer qualité et présence des services publics. Quelle est la réalité ?

DES EFFECTIFS QUI AUGMENTENT, MAIS...

5,65 millions d'agents et assimilés travaillaient dans la fonction publique fin 2015 – un actif sur cinq – contre 4,83 millions en 2000. Soit une hausse de 17 %. « Mais dans le même temps, la France a compté 6 millions d'habitants de plus qu'il faut éduquer, protéger... Rien d'hal lucinant, donc », tempère Thierry Pech, directeur général du think tank Terra Nova, proche du PS.

ILS PÈSENT PLUS QUE CHEZ NOS VOISINS, MAIS...

La fonction publique française est-elle une exception ? « Nous consacrons 280 Mds€ au salaire des agents, soit 13 points du PIB. C'est plus que nos voisins anglais (10 points) et allemands (11 points). Deux points c'est 40 Mds€ ! » fait remarquer Agnès Verdier-Molinié, directrice de l'Ifrap, laboratoire d'idées libéral proche des Républicains. Pour Thierry Pech, il est en revanche « difficile de comparer. Par exemple, en Allemagne, l'école commence à 6 ans, contre 3 ans en France. La fonction publique est aussi le reflet de choix sociétaux ».

SUPPRIMER... ET EMBAUCHER

Alors que Nicolas Sarkozy avait imposé une baisse uniforme des effectifs de l'Etat, les experts s'accordent pour dire qu'il faut maintenant cibler. Fondateur en 2016 du site Internet indépendant Fipeco.fr, François Escale, ancien conseiller à la Cour des comptes, juge qu'on « peut supprimer 250 000 titulaires et jusqu'à

100 000 contractuels, mais à condition de préserver les missions régaliennes ». Une vision partagée par Agnès Verdier-Molinié. Si elle préconise 440 000 postes en moins, elle estime néanmoins que « 45 000 embauches sont nécessaires dans les fonctions régaliennes (police, justice, prisons...) ».

LES COLLECTIVITÉS LOCALES DANS LE COLLIMATEUR

Si l'Etat (- 0,01 %) a contenu ses effectifs en quinze ans, la fonction publique territoriale les a laissés s'envoler (+ 49 %), frôlant les 2 millions d'agents. Régions, départements, mairies et intercommunalités : « Il y a du gras à tous les étages », résume Agnès Verdier-Molinié, qui estime l'excès à 194 000 postes. « Les communautés de communes qui auraient dû contribuer à des économies en mutualisant les moyens ont créé au contraire 250 000 emplois », pointe Thierry Pech.

DES SERVICES PRIVATISÉS ?

Avec moins de fonctionnaires, des missions pourraient être confiées à

Répartition et évolution

Au 31 décembre de chaque année, en millions

2000
Total
4,8 M
2,8 M

1,3 M

0,8 M



Salaire net moyen : 2 240 €

FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE
1,2 M d'agents (2015)

- Hôpitaux : 1 041 100
- Etablissements médico-sociaux : 145 500

des entreprises. Pour François Escale, auteur d'un rapport sur la délégation de service public, « à part sur des emplois simples, type gardiennage, on n'y gagne pas toujours car les sociétés privées doivent rémunérer les actionnaires. Ensuite, ni l'Etat ni les collectivités ne sont doués pour la mise en concurrence et pour les appels d'offres. On l'a vu avec les autoroutes. »

LES PROPOSITIONS DES CANDIDATS

PAR D.R.

